

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD
2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROPORTS-COMPTOIR LANGUEDOCIEN DE TRANSIT ET DE MANUTENTION

405 AVENUE ADOLPHE TURREL
11210 Port-La-Nouvelle

Références : 2026 – 034 – PR/EX
Code AIOT : 0018200072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement EUROPORTS-COMPTOIR LANGUEDOCIEN DE TRANSIT ET DE MANUTENTION implanté 405 AVENUE ADOLPHE TURREL 11210 Port-la-Nouvelle. L'inspection a été annoncée le 17/02/2026.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite de 7 ans pour ce site.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE".

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection. Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROPORTS-COMPTOIR LANGUEDOCIEN DE TRANSIT ET DE MANUTENTION
- 405 AVENUE ADOLPHE TURREL 11210 Port-la-Nouvelle
- Code AIOT : 0018200072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Opérateur historique, le Comptoir Languedocien de Transit et de Manutention (CLTM) fondé en 1956, devenu récemment EUROPORTS-CLTM, est implanté dans le port de Port-la-Nouvelle. La société fait partie du groupe EUROPORTS.

A Port-la-Nouvelle, EUROPORTS est actionnaire de la SEMOP, est titulaire du «Contrat d'Exploitation des Opérations de logistique maritime et portuaire», est «sous-concessionnaire» des terminaux EMR, Ro/ro et liquide et dispose de divers droits d'option dans le port historique et dans les nouvelles zones du port.

Les marchandises en transit et gérées par EUROPORTS-CLTM sur Port-la-Nouvelle sont de natures diverses : bois, billets d'aluminium, clinker, matériaux minéraux, bobines de papier et d'acier, farine conditionnée, engrais, tourteaux de tournesol, broyat de pneumatiques usagés, déchets solides broyés (DSB), houille ou équivalent.

Ces marchandises stockées sont visées par plusieurs rubriques des ICPE à différents régimes (déclaration, enregistrement et autorisation) et l'exploitation des terre-pleins et hangars par EUROPORTS-CLTM est ainsi encadrée par plusieurs arrêtés préfectoraux dont l'arrêté Préfectoral n°2020-017 du 30/04/2020 autorisant l'exploitation d'une installation de transit de Houille, Coke et autres matériaux analogues sur le port de commerce de Port-la-Nouvelle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 8.1.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 8.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 8.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Audits environnement	Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 10.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Liste des installations concernées par une rubrique ICPE	Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 1.2.1
6	Rapports annuels	Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 10.1.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 5 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suite administrative demandant à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de présenter les mesures mises en place pour répondre aux écarts relevés, en retournant à l'inspection les fiches de constats dûment complétée pour la partie concernée, accompagnées des justificatifs permettant de lever ces écarts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation
Prescription contrôlée : Rubrique 4801-1 "Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses". La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t : Houille, Coke, Lignite, Charbon de bois, Asphalte et Matières bitumineuses solides pour 22 000 t au maximum sur les terre-pleins E, G et H et dans les hangars A et B
Constats : Lors de la vérification de la situation administrative, Euroports-CLTM a informé l'inspection que la société va prochainement faire l'objet d'un aménagement de la structure et sera dénommée Europort-Port-la-Nouvelle. Une déclaration de changement d'exploitant sera réalisée à cette occasion. Concernant le seuil autorisé, l'exploitant a indiqué que la quantité présente était liée aux navires dont le volume de cargaison est de 10 000 tonnes. Lors de la visite, la houille présente est arrivée à quai en janvier 2026 et a nécessité 2 jours de déchargement. Les terres-pleins « G » sont exploités pour le transit jusqu'à fin des stocks prévu en mars. La fiche de données de sécurité transmise confirme les caractéristiques du matériau et l'état des stocks édité le jour de la visite indique 2 168 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limites de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Limites
Prescription contrôlée : <u>Autres limites de l'autorisation</u> Tonnage maximal sur les terre-pleins : 12000 t répartis en stock d'au maximum 6000 t ; Tonnage maximal en hangars : 10000 t répartis dans le hangar A ou dans le hangar B ; Hauteur maximale des stockages de 5 m en extérieur et dans le hangar B Hauteur maximale de 7 m dans le hangar A. La hauteur des stocks sera contrôlable au moyen d'une pige présente sur place. Retrait minimal de 10 m entre deux stocks et vis-à-vis des stocks d'autres matériaux combustibles présents aux abords, notamment zone déchets. Retrait minimale de 25 m entre les stocks et la station d'avitaillement. Afin d'éviter les effets domino au sein du hangar A, les stocks sont disposés en cellules contiguës et les autres matériaux présents dans les premières cellules directement adjacentes à ces stocks ne sont pas combustibles. Matérialisation au sol sur les terre-pleins des différentes zones de retrait interdites de stockage afin de permettre un contrôle simple pour les opérateurs. Zone E : mise en place de profilés béton d'une hauteur de 3 m en une protection continue le long du séparateur d'hydrocarbures Quai Est I Arrière. Zone H : respect de la zone de retrait grevant la zone H et protégeant la zone d'avitaillement, la zone déchets et l'accès aux ouvrages de surface du séparateur d'hydrocarbures Quai Est I. <u>Délimitation des zones de stockage</u>

La géométrie des zones autorisés pour le stockage sur les terres-pleins E, G, H et les hangars A et B est repérée sur la cartographie

Constats :

L'exploitant a précisé que faute de mise aux normes (détection et désenfumage), le transit de houille, n'est pas réalisé dans les hangars. Ce matériau ne nécessite pas de stockage sous abri et seuls les terres-pleins sont exploités. A ce titre, les points de contrôle visant les activités dans les hangars (articles 9.1.1 à 9.1.3) n'ont pas été réalisés. Sur site, l'inspection a vérifié l'absence de houilles dans les bâtiments.

A la lecture du plan présenté par l'exploitant, le terre-plein dénommé H sur le plan annexé à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral, correspond en réalité aux terre-pleins G3 à G6 dont le zonage est défini par la SEMOP. Le terre-plein dénommé G est scindé en G1 et G2. Le plan de l'arrêté devra faire l'objet d'une mise à jour.

Le cantonnement des stocks est réalisé par des blocs bétons (stomo) d'une hauteur de 3,4m, soit inférieur à la hauteur autorisée de 5 m. Le cantonnement, la voie ferrée et l'accès aux hangars, fragmentent les surfaces d'exploitation et limitent les stocks à des volumes inférieurs à 6 000 tonnes.

Les mesures sur plan (géoportail de l'IGN) justifient :

- le retrait minimal de 10 m entre deux stocks et vis-à-vis des stocks d'autres matériaux combustibles présents aux abords ;
- le retrait minimal de 25 m entre les stocks et la station d'avitaillement.

La visite sur site confirme cette application.

L'exploitant a informé l'inspection de l'impossibilité de matérialisation pérenne au sol sur les terre-pleins des différentes zones de retrait interdites de stockage. L'inspection rappelle que tout autres moyens équivalent, comme la pose de plots, peut être employé si nécessaire pour matérialiser sur les terre-pleins, les différentes zones de retrait interdites de stockage afin de permettre un contrôle simple pour les opérateurs.

Enfin, la société a érigé sur le quai un bâtiment en structure métallique et enveloppe souple, permettant le transit de matériaux inertes, à priori non-classé ICPE. L'inspection a rappelé que toute modification du site doit faire l'objet en amont d'un porté à connaissance (article 1.4.1).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société Euroports doit :

- en cas d'impossibilité de marquage au sol, justifier l'emploi de tout autres moyens équivalent, comme la pose de plots, pour matérialiser sur les terre-pleins les différentes zones de retrait interdites de stockage, afin de permettre un contrôle simple pour les opérateurs ;
- confirmer l'absence d'impact du nouveau bâtiment sur le classement ICPE du site et le cas échéant transmettre un porté à connaissance prévu à l'article 1.4.1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 8.1.8

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque zone utilisée ;
- d'extincteurs positionnés sur les aires extérieures quand ces aires sont utilisés pour le transit ou le traitement de produits et dans les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. L'exploitant doit pouvoir justifier que les quantités d'agent d'extinction présentes sont suffisantes au regard du référentiel reconnu utilisé ;

La défense incendie est assurée par le réseau incendie du port. L'exploitant s'assure :

- de la disponibilité opérationnelle permanente du réseau incendie;
- que tout point de la limite des zones de stockages se trouve à moins de 200 mètres d'appareils permettant de fournir, pendant une durée d'au moins deux heures, un débit minimal cumulé de:
 - 210 m³/h pour le stockage sur terre-plein extérieur ;
 - 120 m³/h pour le stockage dans le hangar A ;
 - 240 m³/h pour le stockage dans le hangar B;
- que les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant a présenté les moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- moyens d'alerte : tous les chefs d'équipes disposent d'un téléphone portable professionnel. La fiche reflex prévoit l'appel à la capitainerie, aux secours, à l'astreinte.
- plans facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours : le plan est présenté à la base vie du quai. Une copie est transmise aux différentes autorités du port.
- extincteurs : deux extincteurs roulants de 50 kg de type ABC sont présents sur site et positionnés à proximité des terres-pleins « E ». L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les quantités d'agent d'extinction présentes sont suffisantes au regard du référentiel reconnu utilisé. Le dernier rapport de vérification de la société SNSI est en date d'avril 2025.

Concernant la défense incendie, le site dispose des moyens portuaires suivants :

- 4 poteaux incendie sont présents à moins de 200 mètres de tout point de la limite des zones de stockages. Le plan présenté affiche la numérotation 17-18-19-20. Le fichier transmis par la SEMOP à l'exploitant, ne reprend pas cette numérotation. La vérification par sondage des mesures de débit confirme le contrôle des poteaux incendie le 29/07/2025 avec un débit conforme.

Conformément à l'étude de danger (EDD), Euroports dispose d'une réserve d'émulseurs qui sera mise en œuvre par le SDIS. La fiche de donnée de sécurité présente un émulseur M51+ de classification de substance ou mélange dangereux H315, H318, H373. La rubrique 7 indique que l'émulseur doit être protégé du rayonnement solaire et du gel. Sur site, l'inspection constate que l'émulseur ne dispose pas de l'étiquetage conforme au règlement CLP, n'est pas positionné sur rétention et n'est pas positionné à l'abri des intempéries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société Euroports doit : <ul style="list-style-type: none"> justifier que la quantité d'extincteurs présents pour l'ensemble des terres-pleins exploités, est suffisante au regard du référentiel reconnu utilisé ; confirmer la numérotation des poteaux incendie recensés pour la défense incendie des installations d'Euroports, en lien avec le réseau de la SEMOP ; justifier du stockage et de l'étiquetage conforme de l'émulseur, notamment l'étiquetage conforme au règlement CLP, le positionnement sur rétention et à l'abri des intempéries.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> les conditions d'entreposage des produits sur les différentes zones de transit ; les contrôles à effectuer de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ; l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ; les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant organise des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés aux installations. Les justifications de réalisation de ces exercices sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées pendant un délai minimum de 5 ans.
Constats : L'exploitant a présenté en séance le plan d'intervention comprenant les consignes d'exploitation et les consignes en cas d'incident. Ce document présent à la base vie du quai est synthétisé dans des fiches reflex. L'exploitant prévoit l'affichage de ces dernières. Concernant les exercices, l'exploitant organise des rappels de sécurité (non tracé) et a présenté en

<p>séance le plan de formation des dockers. Ce plan prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • formation GESIP feux industriel : 3 dockers le 19/11/2025 (plus 4 en 2026) • formation 1ere intervention : 2 dockers (expiré et remplacé par la formation GESIP prévue en 2026) • formation 2nd inter : 5 dockers (expiré et remplacé par la formation GESIP prévue en 2026) • formation de manipulation des extincteurs : 17 dockers.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Euroports doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ justifier de l'affichage des consignes dans les lieux fréquentés par le personnel ; ➤ consigner la périodicité de rappel des consignes (à minima avant l'arrivée du bateau) ; ➤ transmettre les attestations formation GESIP réalisée en 2026.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Plan d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 8.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'intervention sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénari dans l'étude de dangers.</p> <p>Ce plan précise l'organisation mise en place pour gérer les eaux d'extinction incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'EDD prévoit l'isolement du réseau pluvial par fermeture de la vanne de sortie des eaux (débourbeur) ainsi qu'une pompe mobile de 1 200 m³/h aspirant les eaux du réseau pluvial pour réutilisation dans la lutte contre l'incendie.</p> <p>En cas d'incendie, la fiche reflex planifie l'alerte, la première intervention pour l'extinction et la dispersion des stocks avec un chargeur, l'emploi d'émulseur par le SDIS, l'obturation du réseau de collecte par les autorités portuaires et l'aspiration des eaux d'extinction pour la réutilisation dans la lutte contre l'incendie.</p> <p>Sur site, l'inspection constate que la pompe et ses tuyaux souples ne sont pas à l'abri des intempéries entraînant un vieillissement prématuré du matériel. De plus, certains avaloirs du réseau de collecte de pluvial sont obstrués par l'écoulement de différents stockages en vrac (ciment, poussières de houille, etc) et ne permettent pas l'emploi du réseau pour la collecte des eaux d'incendie.</p> <p>Enfin, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'entretien ou l'essai de la pompe, ni de la vanne d'isolement du réseau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Euroports doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ justifier l'entretien ou l'essai de la pompe mobile et de la vanne d'isolement du réseau pluvial ; ➤ justifier du curage du réseau pluvial obstrué et établir une consigne d'entretien du réseau.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rapports annuels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 10.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Bilan
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant rédige, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ; • tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ; • la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation. <p>Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Ce rapport est transmis, à la demande, à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En l'absence d'activité de transit de houilles ces dernières années, aucun bilan annuel n'a été rédigé. L'exploitant a présenté la trame du bilan qui sera établi pour l'année 2026 et transmis au plus tard le 1er avril de l'année suivante.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Audits environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2020, article 10.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Bilan
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les non-conformités et écarts qui ressortent de ces audits doivent être corrigés sans délai.</p> <p>En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant.</p> <p>Le premier audit doit être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant lors du premier déchargement de navire des produits visés par la présente autorisation.</p> <p>Le résultat de cet audit sera transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit sa réception. Si l'audit fait ressortir des écarts à la réglementation, il est accompagné d'un plan de mise en conformité, comprenant les délais de réalisation.</p>

Constats :

L'exploitant a présenté en séance l'audit de conformité réglementaire établi par le bureau NGEC en janvier 2025. L'auditeur relève 9 points d'écarts dont certains ont été levés dans le courant de l'année 2025. Le plan de mise en conformité annexé au document doit être actualisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société Euroports doit justifier la levée des écarts relevés par l'audit de conformité réglementaire du bureau NGEC de janvier 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Limites de l'autorisation

